

Développement urbain et régional / Transports / Technologies de l'information et des communications (TIC)

Des infrastructures à la hauteur des espoirs des populations



L'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) concerné est représenté en couleur.

Les infrastructures contribuent à l'amélioration durable de la qualité de vie en soutenant la croissance économique d'un pays ou d'une région et en redistribuant les richesses. Dans l'ère de mondialisation actuelle, les pays en développement doivent aussi intégrer le réseau des infrastructures mondiales, notamment en construisant des routes, des ports et des aéroports, ainsi qu'en développant les réseaux d'information et de communication. Ils doivent en outre construire des infrastructures encore plus onéreuses du fait de l'urbanisation, de la modernisation, de l'industrialisation et d'autres formes de progrès. Cela se traduit par une demande massive de projets d'infrastructure.

La JICA fournit une aide pour des besoins d'infrastructures différents à chaque stade de la croissance économique. Elle le fait d'abord en préparant des plans de développement urbains et régionaux qui intègrent des études pour déterminer les systèmes sociaux et les cadres institutionnels les plus adaptés. Les infrastructures de transport, les réseaux d'information et de communication et d'autres projets sont ensuite mis en œuvre en se basant sur ces plans. La JICA assure également une coopération pour le renforcement des organisations et la formation du personnel nécessaire à la maintenance et à l'exploitation de ces systèmes d'infrastructures.

Développement urbain et régional

● Situation générale

La population mondiale est actuellement estimée à 7 milliards d'individus. Dans les pays en développement, la population urbaine a progressé de 680 millions en 1970 à 2,6 milliards en 2010. D'ici 2030, environ 80 % de la population urbaine mondiale devraient se concentrer dans les pays en développement. La croissance des zones urbaines est indispensable pour le développement économique d'un pays. Cependant, les grandes villes des pays en développement ne sont souvent pas en mesure de fournir assez de logements, d'infrastructures et d'agences pour l'emploi en proportion de l'afflux massif d'individus qui viennent chercher un travail. Par conséquent, de nombreuses personnes sont contraintes de vivre avec des revenus instables et dans des milieux de vie dégradés. En outre, la croissance des populations urbaines engendre de la pollution due aux embouteillages et au volume important de déchets ménagers, une dégradation de la sécurité publique, et de nombreux autres problèmes liés à l'urbanisation dont l'intensité et la complexité s'accroissent chaque année.

● Actions de la JICA

Dans les années d'après-guerre, le Japon a lui aussi connu, à un rythme sans précédent, une urbanisation qui a engendré plusieurs problèmes. Afin de les résoudre, le Japon a construit des infrastructures et des logements tout en établissant les normes nécessaires à un développement urbain sain. Le pays s'est également concentré sur le développement de nouvelles technologies afin de réduire la pollution et stimuler la productivité. En outre, le Japon a rapidement pris des mesures pour la gestion des catastrophes et le rétablissement afin de réduire les risques associés aux séismes, aux typhons et aux autres catastrophes naturelles. La JICA tire parti de l'expérience et des technologies japonaises en matière d'urbanisation afin de soutenir le développement urbain et régional des pays en développement dans les six secteurs suivants.



Réunion publique en vue de la formulation d'un plan directeur pour un développement urbain durable (Kenya).

1. Établir une infrastructure de base qui contribue aux activités économiques
2. Construire des logements de qualité
3. Construire des zones urbaines sobres en carbone
4. Construire des zones urbaines aptes à résister aux catastrophes naturelles
5. Établir des systèmes de gestion urbaine sains
6. Revitaliser les zones urbaines

Un développement urbain inclusif et dynamique

La JICA apporte une aide pour la création de villes pouvant générer un cycle vertueux de croissance économique et de réduction de la pauvreté. Ses activités sont basées sur des réponses rapides s'appuyant sur une perspective de moyen à long terme afin de résoudre les problèmes rencontrés par les zones urbaines dans l'ensemble des pays en développement. Guidée par la vision d'un développement urbain inclusif

et dynamique, la JICA place la priorité sur les projets de développement auxquels l'ensemble de la population peut participer.

Une aide globale allant de la création de concepts de développement à la formation des ressources humaines

La JICA s'engage à prendre en compte les divers besoins liés au développement urbain et régional des pays en développement. Répondre à ces besoins nécessite une aide à divers stades, notamment pour la préparation de plans de développement, la mise en œuvre de programmes de développement, ainsi que pour l'exploitation et la maintenance des installations construites. Pour réaliser ces processus de manière autonome, les capacités des organisations et des populations participant à la mise en œuvre des plans de développement urbains et régionaux doivent être renforcées, les systèmes juridiques nécessaires doivent être améliorés, et d'autres mesures doivent être prises.

À travers la coopération technique, la coopération financière, les programmes de formation au Japon et d'autres activités, la JICA apporte un soutien global au développement urbain et régional.

Transports

● Situation générale

Dans les pays en développement, le mauvais état de l'infrastructure de transport, notamment les routes, les voies ferrées, les ports et les aéroports, freine la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Le développement des infrastructures de transport est indispensable pour assurer une croissance durable en facilitant la circulation des biens et des personnes.

La demande mondiale d'infrastructures de transport est très élevée et le besoin d'entretien, de réparation et de modernisation des structures vieillissantes augmente rapidement. Ces projets requièrent des financements massifs et la mobilisation de fonds constitue un défi majeur pour les gouvernements. Les fonds publics limités disponibles ne suffisent pas à développer toutes les infrastructures nécessaires. D'autres sources de financement, notamment privées, doivent être trouvées pour garantir l'optimisation des ressources financières et des services de transport viables.

Étude de cas

Mongolie : Soutien au développement urbain d'Oulan-Bator

Projet de développement urbain cohérent, de la planification urbaine au renforcement des capacités de mise en œuvre

La population de la capitale de la Mongolie, Oulan-Bator, progresse rapidement et divers problèmes, tels que l'étalement urbain et le manque d'infrastructures, apparaissent. La JICA apporte un soutien constant, de la planification urbaine à la mise en œuvre de projets de développement urbain, pour assurer une gestion urbaine durable.

Une croissance démographique rapide

Depuis l'effondrement du système socialiste en 1992, la capitale de la Mongolie, Oulan-Bator, a connu un enchaînement rapide de réformes suite à l'introduction d'une économie de marché, ce qui s'est traduit par des changements profonds de la structure urbaine. Avec le retour de la liberté de circulation dans le pays, depuis 1997, et l'afflux de nomades qui ont abandonné le pâturage après les dommages provoqués par la neige, en 1999 et 2003, la population de la ville a rapidement augmenté, de 650 000 en 1998, à plus de 1 300 000 en 2012. Actuellement, la population annuelle de la ville progresse à un taux de près de 3 %.

Une grande partie des nouveaux habitants proviennent des zones rurales, et avec le nombre croissant de nomades qui installent leur yourte (habitat traditionnel transportable), l'étalement urbain est de plus en plus prononcé. En partie à cause du manque de capacité de la Société mongole d'hypothèques, chargée d'attribuer des logements sociaux, à faire face à cette croissance démographique, il n'est pas possible de répondre à la demande de logements et 60 % de la population de la ville vit dans des zones de campement sans aucune infrastructure urbaine de base.

Dans ces zones, de nouveaux problèmes font leur apparition, notamment des problèmes environnementaux tels que la pollution causée par le charbon pour le chauffage et la pollution par les eaux usées.

Promouvoir un développement urbain durable

La JICA a mené une étude sur le plan d'urbanisme et le programme de développement urbain d'Oulan-Bator (2007-2009), et établi une première version

du plan d'urbanisme intégrant notamment un plan d'aménagement soucieux de la protection de l'environnement et un système juridique de planification urbaine. Le plan d'urbanisme a été adopté par le parlement national, en février 2013, à l'issue d'une série d'études conduite par le ministère de la Circulation routière, le ministère de la Construction et du développement urbain et le gouvernement municipal d'Oulan-Bator.

En outre, afin de soutenir la mise en œuvre de ce

plan d'urbanisme, la JICA a commencé le projet de développement des capacités pour le développement urbain en Mongolie (2000-2013), en coopération avec des collectivités locales japonaises. Avec ce projet, la JICA soutient l'établissement de systèmes de planification, notamment d'aménagement et de gestion urbaine, ainsi que le développement des ressources humaines pour la mise en œuvre des projets. Suite à ces efforts, une loi de redéveloppement urbain visant à améliorer les cadres de vie devrait être adoptée par le parlement en 2014.

La JICA continue de promouvoir un développement urbain durable par des projets cohérents, allant de l'établissement de plans d'urbanisme à la création des systèmes et organismes juridiques nécessaires à leur mise en œuvre.



La ville d'Oulan-Bator s'étend rapidement avec l'arrivée des nomades. Le redéveloppement de ces zones et la construction d'infrastructures de base sont nécessaires.

Étude de cas **Soutien aux exportations d'infrastructures à travers l'APD**

Aide de la JICA aux systèmes de transport intelligents (STI)

Les systèmes de transport intelligents (STI) sont largement reconnus comme un moyen efficace et efficient de réduire les embouteillages dans les grandes agglomérations en contrôlant la circulation pour une utilisation optimale des capacités routières existantes. La JICA soutient plusieurs projets de STI pour résoudre les problèmes d'embouteillage urbain dans les pays en développement qui souhaitent utiliser les technologies avancées des entreprises japonaises dans ce domaine.



Installation sur une autoroute de Hanoï, au Vietnam, d'un système de contrôle de la circulation financé par un don.

Une solution intelligente aux problèmes de circulation

Les STI utilisent les technologies de l'information et des communications (TIC) pour atténuer les embouteillages et prévenir les accidents en fournissant aux conducteurs des informations sur la circulation afin de changer leur comportement.

Les technologies de STI suscitent un vif intérêt, en particulier dans les pays de l'ANASE et d'Asie du Sud, pour gérer les réseaux autoroutiers à péage en pleine expansion avec la récente croissance économique. Les fabricants occidentaux et coréens sont très actifs dans ce secteur en Asie, où les systèmes de télépéage routier sont déjà en place. Les entreprises japonaises de STI sont également très bien positionnées. Elles ont notamment travaillé sur des projets de système de télépéage routier à Singapour et de feux de signalisation en Thaïlande.

Parallèlement aux projets de routes et de voies ferrées urbaines dans les pays partenaires, la JICA soutient le développement des ressources humaines et les transferts de technologies en envoyant des experts et en invitant des participants étrangers avec la coopération du ministère du Territoire, de l'infrastructure, du transport et du tourisme. La JICA fournit également une aide pour la conception des futurs systèmes de transport urbain à travers la préparation de plans directeurs. Dans le domaine des technologies japonaises liées aux STI, la JICA dispose d'une expérience sur des projets de contrôle des feux de signalisation, de gestion de la circulation et de services d'information.

Le système de feux de signalisation installé par une entreprise japonaise en Thaïlande, évoqué plus haut, a d'abord fait l'objet d'un projet pilote pour l'amélioration d'une intersection à Chiang Mai, conduit dans le cadre

d'une étude de la JICA sur la planification des transports urbains, avant d'être adopté dans tout le pays pour gérer les problèmes de circulation.

Soutien de la préparation des politiques à la mise en œuvre des projets

Le choix à courte vue d'une installation de STI bas de gamme sans une stratégie claire à long terme est susceptible de limiter l'extension du système et sa compatibilité avec d'autres systèmes de circulation. Pour éviter cela, au Vietnam, la JICA a commencé par assurer une coopération technique pour établir les standards techniques en matière de STI afin de permettre au gouvernement vietnamien d'introduire et d'exploiter les STI dans le cadre d'une politique technique appropriée. Puis l'Agence a mis en œuvre un projet de don visant à installer un système de contrôle de la circulation conforme aux normes internationales pour une autoroute de Hanoï. La population locale a rapidement compris l'intérêt du système, permettant ainsi sa diffusion à d'autres autoroutes.

Intégration de l'expertise de l'industrie, de la recherche et du gouvernement japonais

En 2011, la JICA a créé un groupe d'étude sur les STI au Japon constitué de membres d'entreprises privées, d'universités et de collectivités locales pour faciliter les échanges d'informations sur la manière dont les technologies japonaises de STI peuvent contribuer efficacement à surmonter les défis des pays en développement. Ce groupe s'est ensuite transformé en un comité de soutien pour apporter des conseils lors des études liées aux STI menées par la JICA.

En 2013, le congrès mondial sur les STI a eu lieu à Tokyo, et il a réuni de nombreux spécialistes. La JICA, en étroite coordination avec les industries, les universités et les collectivités liées aux STI, a profité de l'occasion pour lancer un programme de formation technique sur les STI ciblant les pays africains et asiatiques, afin de les aider à concevoir des systèmes de transports complets, et de les adapter aux conditions locales.

Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, la JICA continue ses activités afin de fournir des solutions aux problèmes de transports urbains des pays partenaires, en consolidant l'expertise en matière de TSI dans divers secteurs, et en combinant la coopération technique, les prêts d'APD et les dons.



Présentation d'un rapport lors d'un programme de formation sur les STI. Les participants ont échangé leurs points de vue avec des participants issus d'entreprises privées.



Myanmar : Formation aux techniques de mesure de l'écartement des rails dans le cadre du projet d'amélioration des services et de la sécurité ferroviaires.

De plus, il convient de soutenir les pays partenaires pour répondre aux défis environnementaux tels que la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'amélioration de la qualité de l'air, en désengorgeant le trafic routier grâce à l'introduction de moyens de transport public, et en améliorant la logistique par des modes de transport alternatifs comme le rail.

● Actions de la JICA

La coopération de la JICA dans le secteur des transports vise essentiellement à améliorer le cadre de vie et à augmenter les revenus en stimulant l'activité socioéconomique par des services de transport rapides, bien organisés et sûrs, des personnes et des biens.

Pour développer les infrastructures de transport dans les pays en développement, il ne suffit pas de construire des routes et des ponts. Cela suppose aussi l'établissement d'un plan visant à mettre en place un système de transport efficace, le développement des ressources humaines et le renforcement des organisations qui assureront la planification et l'entretien des infrastructures. Par ailleurs, des dispositifs institutionnels doivent être créés pour aider les exploitants des réseaux de transport à gérer durablement les infrastructures. La JICA concentre son aide sur les usagers et les bénéficiaires des services, notamment les femmes et les enfants, les personnes handicapées, les groupes minoritaires et les résidents locaux, et elle promeut activement la participation communautaire et la collaboration avec les ONG en restant attentive à qui utilise le système et pourquoi.

En outre, la coopération dans le domaine des transports doit prendre en compte plusieurs éléments. Le transport international favorise le commerce et la circulation des personnes et renforce les économies régionales au-delà des frontières nationales. Le transport national assure l'accès équitable de la population aux transports et un développement national équilibré. Le transport urbain soutient un urbanisme durable en améliorant la mobilité urbaine. Le transport rural améliore le niveau de vie des zones rurales qui tendent à rester à la traîne par rapport aux zones urbaines. L'objectif de la JICA est de parvenir à un « développement inclusif et dynamique » pour que les bénéfices du développement puissent être partagés entre tous.

Introduction de technologies avancées pour répondre aux problèmes de transport dans les pays en développement

Pour répondre aux défis des transports dans les pays partenaires, la JICA contribue à l'amélioration des connaissances relatives à diverses technologies et renforce les capacités à choisir et à adopter les meilleures solutions en fonction des situations et des contraintes locales. Dans de nombreux cas, les technologies avancées concourent à résoudre des problèmes de circulation dans les pays en développement, particulièrement ceux qui font appel aux technologies de l'information et des communications (TIC). Dans ce domaine, l'association de l'expertise d'une entreprise privée et de connaissances universitaires est souvent la clé d'une intervention réussie. La JICA assure un rôle de coordination pour aider les pays partenaires à faire face aux défis dans le domaine des transports en facilitant la participation de divers secteurs [→ voir les études de cas des pages 61 et 73].

Technologies de l'information et des communications (TIC)

● Situation générale

Les technologies de l'information et des communications (TIC) ont progressé rapidement dans les pays développés. Utilisées dans les domaines administratif, social et économique, elles ont permis d'informatiser les activités du gouvernement central (gouvernance électronique), de dispenser l'enseignement via internet (apprentissage électronique) et de faciliter les échanges et le commerce par voie numérique (commerce électronique). Les TIC sont susceptibles d'apporter diverses améliorations qui peuvent influencer positivement sur la qualité de vie, et notamment d'accroître l'efficacité des systèmes économiques et sociaux, d'augmenter la productivité et de conserver l'énergie. Il n'est pas exagéré de dire que les TIC sont devenues indispensables au fonctionnement de nos sociétés modernes.

Dans de nombreux pays en développement, cependant, la progression des TIC a été limitée. Cela a provoqué une fracture numérique avec les pays

développés.

De plus, dans les pays en développement, il existe un fossé entre les zones où des infrastructures de communication existent et les zones où elles sont peu nombreuses ou inexistantes. Ce fossé se traduit directement par des disparités économiques structurelles qui ne font que s'accroître.

● Actions de la JICA

Dans sa politique d'APD à moyen terme, annoncée en février 2005, le gouvernement japonais, conscient du fait que les TIC sont l'un des moyens d'atteindre une croissance durable, a déclaré que l'amélioration dans le domaine des TIC, le développement des infrastructures et l'aide au développement des ressources humaines constituent ses approches majeures pour contribuer à une croissance durable et à la réduction de la pauvreté. La JICA estime également qu'il est important de refermer la fracture numérique dans tous les types de coopération et elle contribue à l'utilisation des TIC dans les pays en développement.

Politiques des TIC liées au développement économique et social

La JICA contribue à renforcer l'utilisation des TIC dans les pays en développement en s'appuyant sur cinq approches :

(1) Amélioration des capacités de planification des politiques relatives aux TIC : envoi de conseillers dans le cadre d'un soutien à l'élaboration

des politiques relatives aux TIC dans des domaines tels que les stratégies nationales sur la communication électronique, le développement des industries liées et la protection des usagers, notamment par des mesures de sécurité des informations.

(2) Développement des infrastructures des TIC : élaboration d'un plan pour la mise en place de l'infrastructure nécessaire aux réseaux dorsaux et aux infrastructures de communication rurales, et renforcement des capacités de maintenance et de gestion associées.

(3) Amélioration de l'efficacité et de l'efficience de l'aide par les TIC : augmentation de l'efficacité et de l'efficience des projets en intégrant les TIC dans les services administratifs gouvernementaux et en les utilisant pour des projets de coopération dans divers secteurs, notamment pour l'éducation, les soins de santé et le commerce.

(4) Formation de personnel qualifié dans le domaine des TIC : mise en place de projets de développement des ressources humaines afin d'améliorer les compétences des ingénieurs et responsables politiques en vue de diffuser l'utilisation des TIC. Cette approche concentre une part importante des efforts de la JICA en matière de TIC.

(5) Diffusion : assurer une coopération visant à étendre l'utilisation du modèle de diffusion numérique terrestre japonais qui résiste aux interférences et permet une réception stable, etc.

Étude de cas

Bosnie-Herzégovine : Projet de modernisation du programme scolaire d'informatique

Promouvoir la collaboration entre les ethnies par un enseignement standardisé de l'informatique

En Bosnie-Herzégovine, les plaies du conflit des années 1990 sont encore vives. La JICA soutient la standardisation de l'enseignement de l'informatique au lycée, comme première étape vers une éducation intégrée facteur de réconciliation.

Diffuser un programme modernisé dans tous les lycées du pays

En Bosnie-Herzégovine, les musulmans (Bosniaques), les Serbes et les Croates, impliqués dans le conflit qui a pris fin il y a 19 ans, continuent d'utiliser des programmes d'études et des manuels différents pour assurer l'éducation des élèves.

Dans le cadre du soutien à la Bosnie-Herzégovine, la communauté internationale a commencé à promouvoir l'intégration de l'éducation, en 2002,

sous l'égide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), afin d'éviter que cette séparation au niveau de l'éducation ne devienne source de résurgence des conflits. Au cours de l'année suivante, en 2003, la loi-cadre sur l'éducation primaire et secondaire a été adoptée. La mise en œuvre d'un tronc commun d'études destiné à démarrer l'intégration de disciplines communes, peu susceptibles de faire l'objet d'une controverse entre les groupes ethniques, a également été convenue.

Cependant, les groupes ethniques étant réticents, peu de résultats ont été obtenus.

La JICA, pour qui la consolidation de la paix dans les Balkans est l'un des piliers de l'aide, a répondu à l'initiative de l'OSCE, en s'inspirant de manuels d'informatique japonais pour moderniser le programme et a organisé, à titre d'essai, un cours commun dans le lycée de Mostar où musulmans et Croates, qui suivaient auparavant des programmes d'études distincts, ont étudié ensemble de 2006 à 2007.

Durant les deux années qui ont suivi, de 2008 à 2010, les cours expérimentaux ont été diffusés à l'échelle nationale, dans 18 grands lycées d'enseignement général, dans le cadre du projet de modernisation de l'enseignement de l'informatique en Bosnie-Herzégovine. Lors de la phase 2, de 2010 à 2014, le programme a été adopté par l'ensemble des 54 lycées d'enseignement général. La JICA apporte également une aide aux autorités éducatives concernées pour une approbation officielle de ce programme modernisé.

Le projet a offert l'opportunité à des enseignants appartenant aux trois groupes ethniques de travailler ensemble pour la première fois et il les encourage à communiquer. De plus, l'extension du programme commun à des disciplines où les contenus diffèrent fortement en fonction des groupes ethniques, comme l'histoire et la géographie, est envisagée. Le projet commence à jouer un rôle de catalyseur et l'intégration totale de l'éducation dans un avenir proche semble possible.



Les élèves suivent un cours d'informatique du nouveau programme en utilisant des PC fournis par le projet.